

## Document

### Goldman Sachs : une des pièces maîtresses du cartel bancaire – Partie 3 (27.03)

(Liesi)

**21 mars 2012**

La crise actuelle est-elle PLANIFIÉE ?

- 1) L'exécutif du *cartel bancaire* s'est entendu sur un scénario susceptible de produire cette « bonne crise majeure » réclamée par David Rockefeller.
- 2) La Firme Goldman Sachs, appartenant au *cartel bancaire*, a posé les dynamites dans le système.
- 3) Les politiciens des différents Etats européens en situation de crise, furent complices pour n'opposer AUCUNE entrave au plan. Les G-VAIN n'étant qu'un moyen médiatique pour impressionner l'homme de la rue. Rappelons qu'à l'automne 2008, la multiplication des produits financiers créés par Goldman Sachs et quelques consœurs, a entraîné la disparition de plus de 50 000 milliards de dollars, seulement sur les marchés financiers.
- 4) Des traders, employés grassement par les banques du *cartel bancaire*, ont ensuite eu pour consigne d'appliquer une stratégie de dominos sur les valeurs bancaires (et maintenant toutes les entreprises industrielles cotées sont concernées), afin de provoquer un effondrement des indices boursiers, justifiant la ruine du système capitaliste. Nous sommes précisément dans le déroulement de ce processus, qui se soldera par la fermeture de bourses européennes. Après avoir été missionnés pour créer la crise actuelle, certains employés de haute stature de la Firme Goldman Sachs (le plus grand vendeur de dettes de la planète) furent appelés en renfort par les politiciens corrompus (placés aux postes-clés), pour résoudre cette même crise !

La technocratie est en marche... et les solutions proposées consistent à AMPLIFIER la crise financière, sociale, économique et morale ! Quand, sous la houlette du chef d'orchestre Alan Greenspan, les Firmes américaines avaient posé les dynamites dans le système, personne n'avait rien trouvé à redire. Puis l'explosion eut lieu au cours de l'été 2007. Quelques « heures » avant, deux sources préviennent LIESI : l'une fréquente une famille du *cartel bancaire*, l'autre est un ancien sénateur français, très introduit dans certains réseaux sionistes qui attendaient « leur candidat » à l'Elysée[1].

La crise arrive, puis en février 2008, les Khazars de Wall Street balancent Lehman Brothers dans le précipice, la pièce bancaire sépharade. En réalité, Lehman Brothers et Bear Sterns faisaient de l'ombre à Goldman Sachs.

Que font alors les gouvernements ? L'Union européenne débloque 200 milliards d'euros. Les Etats-Unis ? Près de 8.000 milliards de dollars vont être consacré à la relance ! Greenspan, lui, part en retraite, après avoir conseillé à ses meilleurs amis, dont une source de LIESI, qu'il ne fallait plus avoir de « papier », d'immobilier, ni de produits gérés par les banques. Pourquoi ? Parce que ses services ont diffusé tous les produits toxiques (inventés par les génies du *cartel bancaire*, sortis des meilleures écoles) aux banques européennes, aux fonds de pension de retraite, etc. Chose incroyable, les politiciens corrompus de l'Occident décident d'augmenter les déficits publics en rachetant les produits toxiques des banques en difficulté. Pour cela, les Etats s'endettent auprès...

des banques du *cartel bancaire* ! Trois ans après cette incroyable mascarade, l'ouverture des vannes du crédit est stoppée ! Changement de programme : l'exécutif du *cartel bancaire* déclenche le scénario grec... cheval de Troie pour couler l'Occident et réaliser le point dévoilé par Lénine, à Bakou, en 1919 :

« *Dans un troisième temps, nous créerons une crise économique sans précédent. Dans un quatrième temps, nous créerons une crise sociale telle que l'Europe tombera comme un fruit mûr* ».

Comme par enchantement, maintenant, les médias insistent sur le caractère dangereux d'un endettement excessif des Etats souverains. Il faut rembourser les dettes ! Il faut de l'austérité ! Il faut prendre l'argent où il est. Bien sûr, la nomenklatura occidentale n'est pas concernée : elle ne paie pas d'impôt. Le viseur est pointé sur la classe moyenne. La véritable solution pourrait poindre dans quelques mois. [Nous écrivons cela parce qu'il existe un autre scénario dont nous parlerons dans quelques semaines, s'il devient crédible. La clé étant le Proche-Orient.] Sans doute, au moment où l'on ne pourra plus retirer qu'une petite somme d'argent, chaque semaine, dans les banques qui seront encore debout. **Durant cette période technocratique, ROUGE, la classe moyenne va être rincée !**[2] **Politiciens et technocrates des Firmes bancaires américaines vont socialiser les pertes du système bancaire vers les contribuables.** « Il sera ensuite possible de faire assumer les frais de l'inévitable restructuration de ces dettes par les budgets publics européens »[3].

Il est évident que **les technocrates mis en place par le Pouvoir vont avant tout préserver les intérêts des PARRAINS de Goldman Sachs.** Leur programme est tracé d'avance, quoi qu'en pensent les peuples : réduction des dépenses publiques, diminution des prestations sociales, réforme libérale de l'économie.

Et personne n'a rien à dire. Il suffit de voir comment la Firme a imposé l'un des siens, Mario Monti, à la place de Silvio Berlusconi à la direction de l'Italie. Y a-t-il eu la moindre élection ? Aucune.

Dans un article consacré à Mario Monti (remplaçant de S. Berlusconi), *Le Monde* écrit ces lignes significatives : « Il est moins disert sur son arrivée en décembre 2005 chez Goldman Sachs, comme *“membre du conseil de recherche de Goldman Sachs Global Market Institute”*. Selon la banque, sa mission consistait alors à la conseiller *“sur les affaires européennes et les grands dossiers mondiaux de politiques publiques”*. **Mais à l'inverse de Mario Draghi, qui avait un statut d'associé, Mario Monti est un “ouvreur de portes”, chargé de pénétrer au cœur du pouvoir européen pour défendre les intérêts de la banque d'affaires.** Parfait connaisseur des arcanes de l'Union européenne, doté d'un confortable carnet d'adresses, il a l'oreille des décideurs : l'incarnation achevée du “capitalisme d'accès” dans lequel Goldman Sachs excelle ».

**Dans l'univers impitoyable des grands argentiers, jusqu'où Mario Monti veut-il aller pour devenir l'associé de la nomenklatura du cartel bancaire ?** Notons tout de même qu'en 2010, il succède à Peter Sutherland, ancien commissaire européen lui aussi, à la présidence européenne de la Trilatérale, prestigieux cénacle économique et diplomatique de l'élite internationale. Tout est dit.

Mario Monti sera très probablement le fossoyeur du peuple italien. Il mènera son pays à la révolution en digne *associé du Diable*. Grâce à Mario Monti, « *l'Italien se battra contre l'Italien* », comme l'a annoncé avec tristesse la Mère de Dieu à La Salette, le 19 septembre 1846.

A la lumière de ces quelques informations, il semble évident que la faillite des Etats sera probablement confirmée par un krach obligataire. A ce moment-là, plus personne ne voudra prêter

aux grands Etats du G20, dont la dette risque de dépasser le PIB ! Dans cette attente, les Etats-Unis impriment vertigineusement. A quand le retour de l'inflation ?

---

[1] Voir les *BREVES DE LIESI* de novembre/décembre 2011 – 12 €franco de port.

[2] Une étude britannique, citée récemment par le journal *Les Echos*, a le mérite de quantifier nettement le processus en cours. Cette étude indique que grâce aux « plans de sauvetage » de la Grèce et au mécanisme européen de stabilité financière mis en place par la BCE, le FMI et l'UE, **l'exposition de chaque foyer de la zone euro va passer de 535€aujourd'hui à 1.450€demain !** N. Sarkozy avait bien dit que cela ne coûterait rien aux Français... Le président Sarkozy parle de « lutte contre la fraude », alors que les parrains des principaux partis politiques ont déjà dégagé de France le plus gros de leur patrimoine personnel. LIESI est parfaitement au parfum sur ce sujet et les lois fiscales de 2012 sont déjà préparées dans les officines maçonniques pour être appliquées par la prochaine marionnette qui siègera à l'Elysée. Voir les *BREVES DE LIESI* de novembre/décembre 2011 concernant **l'impossibilité de payer (pour la France) les intérêts plus la dette aux MARCHES, et le risque de banqueroute.**

[3] Le Parlement européen vient de voter le « paquet gouvernance » qui réforme le Pacte de stabilité en renforçant les contraintes sur les budgets nationaux et les sanctions contre les pays en infraction.